

Les Nouvelles Calédoniennes

<http://www.lnc.nc/article/pays/nous-ne-voulons-pas-d-une-loi-au-rabais-sur-les-ogm>

Publié le lundi 18 février 2013

Interview

« Nous ne voulons pas d'une loi au rabais sur les OGM »

Sous l'impulsion de Stop OGM Pacifique, le comité consultatif de l'environnement a émis le vœu, en octobre, d'une réglementation sur les OGM. Les travaux vont démarrer et l'association veut maintenir la pression. L'association sillonne le pays en diffusant le film Hawaii, champ libre pour les OGM.

Les Nouvelles : Où en sont les travaux du comité consultatif de l'environnement (CCE) sur la réglementation en matière d'OGM ?

Claire Chauvet : Les six réunions des groupes de travail sur la santé, l'environnement et l'agriculture, pilotées par Stop OGM Pacifique, se sont terminées en fin d'année 2012. Les résultats vont permettre de travailler sur un texte de réglementation. Une première réunion s'est tenue début décembre et, après une pause pendant les grandes vacances, une seconde a eu lieu mardi 12 février. Nous suivons ça de très près et l'on pense que ça représente probablement quatre ou cinq réunions.

On peut espérer que mi-mars, les conclusions de ce groupe de travail seront remises aux politiques.

Que se passera-t-il après ?

Frédéric Guerin : Après, les politiques en font ce qu'ils veulent, mais notre souhait est que le Congrès s'en saisisse rapidement. Il y a une volonté de plusieurs élus de faire avancer ce dossier, notamment depuis la polémique sur les OGM en Métropole. Il est clair que pour nous, qui défendons ce dossier depuis plusieurs années, c'est tombé à pic. Depuis, la communauté scientifique est partagée, mais il faut une réglementation OGM avant fin 2013 car tous les jours, des consommateurs calédoniens, des enfants du Caillou, mangent des produits OGM sans le savoir. Tous les pays développés, sauf le Canada et les Etats-Unis, ont une réglementation sur les OGM. L'Inde, 1,2 milliard d'habitants, vient d'en adopter une. Il est temps que nos politiques en fassent un dossier prioritaire par principe de précaution. Il ne s'agit pas d'interdire les OGM, mais qu'au moins on ait le choix d'en consommer ou pas. Et pour cela, nous ne voulons pas d'une réglementation au rabais.

Qu'entendez-vous par réglementation au rabais ?

Frédéric Guerin : Nous voulons au minimum une réglementation identique à celle appliquée en Europe. La grosse différence avec la réglementation commune à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, hormis le taux d'OGM dans les aliments estampillés OGM, qui est de 1 % chez nos voisins

et de 0,9 en Europe, réside dans les produits raffinés comme le sucre ou l'huile. En Europe, si ces produits sont faits avec des produits contenant des OGM, c'est notifié, mais pas en Australie ni en Nouvelle-Zélande. Nous souhaitons également que l'étiquetage des produits contenant des OGM devienne obligatoire et qu'il soit strictement interdit d'importer des semences génétiquement modifiées. Nous voulons enfin une alimentation animale sans OGM. C'est déjà le cas depuis la création de la filière crevettes, mais il faut légiférer pour que ça ne change pas à l'avenir. Pour aller plus loin, il faudrait que les restaurants, et surtout les cantines, signalent s'ils travaillent ou non avec des produits contenant des OGM. Les parents sont en droit de savoir.

Le gouvernement a déjà expliqué que ce serait difficile de contrôler tous les produits importés, mais que disent les producteurs et les transformateurs ?

Claire Chauvet : Nous en avons rencontré plusieurs et beaucoup font déjà du sans-OGM. Pour eux, l'étiquetage ne changerait pas grand-chose et ce serait une plus-value que tous nos produits soient étiquetés sans-OGM. Nous sommes capables de les aider, de discuter avec eux et notre mission est aussi et surtout d'informer.

Y a-t-il une prise de conscience des dangers des OGM en Calédonie ?

Frédéric Guerin : On le verra dans les prochains mois. Mais déjà l'agriculture traditionnelle, l'agrobiodiversité si précieuse, dont on voit bien qu'elle fait vivre les tribus (notre édition du 6 février) est en danger et pas qu'ici, dans toute l'Océanie. On est extrêmement inquiets, car malheureusement il y a des intérêts financiers à faire des OGM partout. Il y a des patates douces OGM aux Salomon et il y a des menaces qui pourraient venir d'Hawaï. Les Américains, qui sont prudents (rires), font plus de 5 000 expérimentations OGM là-bas, dont la papaye déjà cultivée en Australie, en Floride, en Chine. Il y a aussi du café, du taro... Contentons-nous de nos variétés.

Propos recueillis par L.L.